

L'Europe pense en plusieurs langues

Le dialogue en sciences humaines et sociales entre la France et l'Allemagne

*Congrès international, Académie des Sciences Berlin-Brandebourg,
les 23 et 24 janvier 2004*

Le congrès international qui s'est tenu les 23 et 24 janvier 2004 à l'Académie des Sciences Berlin-Brandebourg s'est intéressé aux atouts et inconvénients de la pluralité linguistique en Europe, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales. Cette rencontre a été organisée à l'initiative des deux fondations stuttgartaises DVA-Stiftung et Robert-Bosch-Stiftung, par l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, en étroite coopération avec la Maison des Sciences de l'Homme, sous le patronage du Haut Conseil culturel franco-allemand. 160 personnes ont assisté durant ces deux journées aux exposés et discussions qui, partant de l'exemple franco-allemand, ont porté sur la question de l'enseignement et de la publication dans la langue nationale, sur le plurilinguisme et la traduction dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, et sur le statu quo qui prévaut dans les réseaux de recherche européens. Les actes du congrès seront publiés.

La pluralité linguistique en Europe ne doit pas être considérée comme un obstacle mais comme l'expression et la source d'une richesse culturelle et intellectuelle : tel fut le message unanime délivré par les personnalités politiques à l'ouverture du congrès, dans la salle Leibniz de l'Académie de Berlin-Brandebourg. François Scheer, Ambassadeur de France et président du Conseil d'administration de la Fondation DVA, a fait remarquer que même entre spécialistes français et allemands des sciences humaines et sociales, et en dépit des nombreux efforts, le dialogue piétine en raison d'une mauvaise connaissance des langues et d'une offre de traductions insuffisante. Pourtant, un transfert plus étroit semble indispensable, si l'on veut faire de l'unité culturelle de l'Europe la base d'une communauté de valeurs. Jutta Limbach, présidente de l'Institut Goethe, a développé cette idée et appelé à trouver de nouveaux concepts pour favoriser l'entente entre les cultures. Le plurilinguisme apparaît dès lors comme un objectif d'enseignement prioritaire pour rendre les citoyens de l'UE tolérants et compétents. Selon Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux Affaires européennes et secrétaire générale pour la coopération franco-allemande, la France et l'Allemagne ont là une grande responsabilité dans la création d'une Europe unie sur le plan politique et respectueuse de l'identité linguistique et culturelle des peuples. Cette diversité n'est pas seulement une valeur. Elle doit être employée comme une ressource précieuse de l'Europe au sein d'une société du savoir et de l'information globalisée. La priorité doit aller au renforcement de la coopération entre les universités et organismes de recherche allemands et français, ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures efficaces pour renforcer l'apprentissage de la langue des partenaires.

« Une culture – plusieurs langues. De l'identité de l'Europe », fut le thème du discours inaugural de Wolfgang Frühwald, président de la Fondation Alexander von Humboldt, au cours duquel il a rappelé que l'unité de la culture européenne ne puise pas dans les courants centralisateurs qui ont traversé son histoire. Au contraire, le mythe fondateur de l'enlèvement de la princesse phénicienne par le père des Dieux transformé en taureau représente déjà les phénomènes d'appropriation, de franchissement des frontières et de traduction. De la même façon, ce n'est pas l'unité mais la confusion babylonienne des langues qui se trouve à l'origine de toutes les cultures. La naissance d'une collectivité requiert une langue commune, synonyme à la fois d'unité et de démarcation par rapport à l'extérieur. Pour illustrer cette aspiration simultanée à un « paradis » commun et à une Babylone différenciatrice, les linguistes opposent la figure de Mithridate, le roi guerrier polyglotte dont on prétend qu'il maîtrisait les 22 langues des peuples qu'il avait conquis, à la Rome impériale qui imposa sa langue. La survivance des cultures européennes n'est possible, de l'avis de Wolfgang Frühwald en référence au titre d'un ouvrage de Jürgen Trabant, que si Mithridate peut vivre au paradis, c'est-à-dire si la richesse que constituent les langues et les cultures conserve sa place au sein de l'unité politique et économique de l'Europe.

Or, cette survivance culturelle et linguistique est menacée par l'interaction entre le phénomène global d'anglicisation et la puissance manifestement irrésistible du marché. L'allemand n'est visiblement plus la langue idoine pour désigner des produits ou prestations innovants. De même, certaines méthodes scientifiques

(dans les sciences de la nature et du vivant ou les sciences sociales) ne peuvent plus être exposées en langue allemande. Dans plus d'un domaine scientifique, les termes pertinents font dès lors défaut dans la langue nationale. Les langues nationales sont ainsi menacées de se voir réduites à une langue de la vie quotidienne et, de ce fait, d'être privées de cette amplitude fonctionnelle qu'elles avaient su acquérir en s'opposant et en s'imposant face à un latin que la scholastique avait pétrifié.

Mais une telle émancipation de l'hégémonie d'une langue (dans cet exemple précis, le latin à la fin du moyen-âge) fut la source de l'enrichissement des langues maternelles et a finalement conduit à l'affranchissement intellectuel, au progrès scientifique, politique et culturel. Wolfgang Frühwald s'est donc prononcé pour que l'on ne rende pas caduc ce processus ancien d'affranchissement par rapport à des langues universelles standardisantes et que l'on conserve cette pluralité linguistique qui, pour l'Union européenne, constitue une richesse et non pas un obstacle. Cette pluralité est une partie intégrante de cette unité européenne de la culture, si difficile à définir, qui s'est constamment nourrie de la tension et des conflits entre langue universelle et langue maternelle.

1ère section : « Enseigner et publier dans les langues nationales : « principe nécessaire ou relique ? », présidée par Etienne François (Université Paris I/Université technique de Berlin)

Chaque section a été introduite par les exposés d'un intervenant français et d'un intervenant allemand. Maurice Aymard, Administrateur de la Maison des Sciences de l'Homme, a renvoyé à la pratique de la MSH, où 15 langues sont parlées et écrites. La reconnaissance internationale oblige sans cesse à franchir les barrières linguistiques. On recourt d'une part aux traductions, leur nombre devenant dès lors un critère d'audience. Par ailleurs, les résultats des recherches sont publiés en anglais dans les grandes revues spécialisées étrangères. Et enfin, on emploie dans les colloques internationaux et réunions de travail soit la langue nationale, soit une troisième langue de travail. L'anglais s'est fermement établi comme outil de communication partagé, de sorte que la maîtrise de l'anglais courant se révèle indispensable pour tout chercheur en sciences sociales désireux de ne pas s'exclure du débat international dans sa discipline. Néanmoins, cette domination irréversible de l'anglais conduit de façon croissante à des déséquilibres dans la diffusion, la publication et la transmission des idées et, de fait, dans la notoriété internationale des chercheurs. Ainsi, seules les publications en langue anglaise sont prises en considération aux Etats-Unis, et pour les textes traduits d'autres langues, les titres originaux, le lieu de parution initial et la date ne sont plus indiqués. Maurice Aymard a ensuite expliqué les différentes approches méthodiques et processus d'analyse en sciences humaines et sociales. Les méthodes quantifiantes et la recherche sur le terrain ont conduit tout un pan des sciences sociales sur une voie formaliste, ce qui n'est pas resté sans conséquence pour les sciences humaines (par exemple, dans le cas du structuralisme). On a créé dès lors un langage scientifique commun, avec des termes bien définis, qui contraste avec les langues naturelles (en tant qu'objet des sciences humaines) pour lesquelles la polysémie constitue la règle. Les deux méthodes ne devraient pas s'exclure mutuellement. Maurice Aymard a noté néanmoins qu'une langue commune peut à son tour mener à un simulacre de compréhension, dans la mesure où les strates plus profondes de l'entendement demeurent inexplorées (c'est le cas, par exemple, lorsque des sociologues chinois rendent compte en anglais de leur propre contexte socio-culturel). On peut par conséquent considérer que le fait que l'anglais s'impose comme langue scientifique exclusive constituerait une perte pour les sciences humaines et sociales. Car les avancées des sciences humaines et sociales découlent de la pratique de la diversité et du pluralisme linguistique, indispensable si l'on veut s'approprier son propre passé.

Jürgen Trabant (FU Berlin/ Université libre, Berlin) a posé une question provocante : « quelle valeur accorder au fait de publier, d'enseigner et d'écrire dans sa langue aux temps heureux de la 'globalisation' » ? Dans la pratique, deux cultures de publication se sont d'ores et déjà constituées. Les sciences de la nature et du vivant écrivent en 'globalais', les sciences humaines (et les sciences sociales) continuent de publier dans la langue nationale. La situation est tout à fait différente dans le cas de l'enseignement où, même dans les sciences de la nature (pour cause de connaissances insuffisantes en langue), les cours sont à ce jour rarement dispensés en anglais. En effet, selon Jürgen Trabant, l'enseignant ne fait véritablement partie de l'élite que lorsqu'il dispose de toute la richesse d'expression que lui offre sa langue. L'exposé de Jürgen Trabant, à la rhétorique captivante, l'a illustré de manière exemplaire. Un enseignement scientifique (oral) comporte la double dimension du langage, à savoir d'une part celle se rapportant au savoir et au monde extérieur (sémantique), d'autre part celle se rapportant au partenaire (dimension pragmatique). Un discours scientifique portant sur de nouveaux objets difficiles à appréhender se doit donc d'exploiter les meilleures possibilités de communication sans ériger un obstacle

linguistique supplémentaire. L'écriture scientifique, qui se concentre entièrement sur l'objet, possède une autre fonction : elle ne s'adresse pas seulement à un amphithéâtre, mais, potentiellement, à l'humanité tout entière. Dans ce cas, les sciences de la nature et du vivant préfèrent recourir au 'globalais', l'objet s'y prêtant sans trop de risque d'être dénaturé. Les spécialistes des sciences de la nature travaillent et mènent des expériences sur des objets concrets, la langue servant à retranscrire de manière protocolaire ce qui a été observé sans avoir nécessairement à manier une grande diversité lexicale ou stylistique. Dans le cas des sciences humaines et sociales, il s'agit d'interpréter et de commenter des textes et des signes. Ecrire ne signifie pas rendre compte de ce qui a été auparavant recherché (sans le recours au langage) ; écrire est en soi une recherche scientifique, dont le produit classique, le livre, devient à son tour un objet d'étude. L'instrument employé, à savoir la langue, doit être à la disposition du scientifique dans ce qu'elle offre de meilleur, dans toute son amplitude sémantique et lexicale. De cet assujettissement à la langue naît le problème de communication du chercheur en sciences humaines et sociales qui aspire à être mondialement compris, au même titre que le spécialiste des sciences du vivant. Seule la traduction constitue une issue, et c'est pour cette raison que Jürgen Trabant en appelle instamment à la mise en œuvre d'un large programme national de soutien à la recherche (le volume de financement apparaît là encore modeste comparé au coût d'un seul projet en sciences physiques). Jürgen Trabant considère cependant que gouvernement, milieux industriels et publicitaires pratiquent actuellement une tout autre politique, celle de la reconversion linguistique du pays.

Walter Krämer (Verein für deutsche Sprache / Association pour la langue allemande) a centré sa présentation sur l'influence de la langue sur la pensée, la recherche et l'enseignement et renvoyé au désastre que cause à ses yeux dans le monde la monoculture de l'anglais : d'une part, en raison des connaissances souvent insuffisantes qu'ont les professeurs d'université de la langue anglaise, de l'autre, parce qu'il se crée une activité scientifique de seconde classe, dès lors qu'on recourt à un pidgin en lieu et place de la langue maternelle, indispensable pour une recherche créative. C'est pour cette raison, et également en raison de la « dette » du scientifique vis-à-vis de sa propre communauté linguistique (qui est par ailleurs son bailleur de fonds), que toute recherche de pointe devrait d'abord être effectuée dans sa langue maternelle avant, dans un deuxième temps, d'être portée à la connaissance de la communauté internationale par la publication en langue anglaise.

Antoine Compagnon, qui a enseigné durant plusieurs années la littérature française dans une université américaine, a souligné que la littérature ne peut être dissociée de sa langue : dans ce domaine, recherche et enseignement sont impensables si on n'y associe pas la langue. Mais malgré cette conviction et sous la pression du contexte américain (de moins en moins d'étudiants participaient à ses cours en raison d'une mauvaise connaissance de la langue), il a finalement enseigné en anglais la littérature française, en s'appuyant sur des traductions des œuvres. Cette pratique est courante depuis déjà un certain temps chez les germanistes qui enseignent aux Etats-Unis. Avec une résignation perceptible, Antoine Compagnon a formulé son objectif minimal selon lequel, dans sa discipline, la littérature étrangère devrait au moins être lue dans la langue originale.

Manfred Niessen, représentant la Deutsche Forschungsgemeinschaft, s'est référé à un avis de la Deutsche Akademie für Sprache und Dichtung (Académie allemande pour la langue et la littérature) selon lequel quiconque écrit en allemand a peu de chance d'accéder à la reconnaissance internationale. La DFG, qui doit veiller dans sa politique de soutien à la diffusion la plus large possible des résultats de recherche, refuse par exemple son soutien en psychologie aux publications en langue allemande, suivant ainsi la recommandation unanime de toutes les instances dirigeantes de cette discipline. Cette pratique tend à s'imposer également pour d'autres disciplines. Il ne s'agit pas pour autant de suivre la voie d'une lingua franca pour tous et pour tout ; au contraire, la publication dans d'autres langues, selon les disciplines, peut se justifier et s'avérer judicieuse, comme par exemple le français pour les romanistes ou l'italien en histoire de l'art. A l'inverse de cette tendance d'une lingua franca universelle, on assiste par exemple à la constitution de réseaux de chercheurs germano-franco-italiens. Les recommandations du *European Research Council*, visant à respecter la diversité des langues dans les institutions scientifiques, vont dans le même sens. Mais leur transposition est pour l'heure rarement mise en œuvre. Et pourtant, l'utilisation d'une langue ou d'une autre n'est pas sans conséquence sur le type d'idées véhiculées dans un contexte social et culturel donné.

Cette idée a été reprise par Gesine Schwan, présidente de l'Université Viadrina de Francfort/Oder. Puisque, comme le montrent la sociologie des sciences et l'histoire des sciences, les questionnements scientifiques émergent dans un milieu socioculturel déterminé, l'usage d'une langue uniformisée porte en germe le danger de reprendre des questionnements finalement peu pertinents pour son propre contexte. En ce sens, il est possible

que l'américanisation détruit l'atout dont dispose l'Europe en sciences humaines et sciences sociales, par exemple par rapport à l'Asie. Si l'on entend affirmer le rôle de l'Europe dans le monde, il est important de puiser dans la richesse multiculturelle, également en matière de recherche. Il convient de renforcer au moins les capacités linguistiques passives (réceptives) dans la pratique des sciences humaines et sociales, et autoriser les expériences pratiques du plurilinguisme dans l'enseignement. Malgré de bonnes dispositions chez les jeunes, le plurilinguisme, sensé rendre possible la confrontation entre les cultures scientifiques, n'est pas encouragé par le ministère fédéral de l'enseignement et de la recherche (et Gesine Schwan de citer son expérience à propos d'un projet de cursus germano-franco-polonais).

Dans la discussion qui s'est ensuivie, Fritz Nies a fait remarquer que le repli sur son environnement linguistique ne vaut pas seulement pour la réception scientifique aux Etats-Unis. Une enquête réalisée à partir des bibliographies et des citations de chercheurs allemands et français en sciences sociales et humaines a mis en évidence dans les deux cas une même approche limitée à la langue nationale (« Les enjeux scientifiques de la traduction. Le dialogue franco-allemand en sciences humaines et sociales », Fritz Nies (éd.), Editions de la MSH, 2004). Catherine Colliot-Thélène a fait observer que la distinction opérée par les deux rapporteurs (sciences humaines et sociales vs. sciences de la nature chez Jürgen Trabant, sciences humaines vs. sciences sociales chez Maurice Aymard) est significative des types de catégorisation français et allemand. Michaël Werner a mis en doute la distinction de Jürgen Trabant selon laquelle « les sciences de la nature et du vivant travaillent sur des choses, les sciences humaines et sociales sur des textes et des signes » : toutes travaillent sur des objets constitués différemment. Au livre, en tant que produit traditionnel du chercheur en sciences humaines, il oppose les coopérations actuelles dans le domaine de la recherche où ce n'est pas la vision personnelle de l'individu mais la pluralité des opinions qui alimentent un projet. De sorte qu'on ne peut plus envisager de variantes motivées par les différences linguistiques et que le recours à l'anglais semble de rigueur. Hermann Dieter a expliqué que la dimension stylistique possède un pouvoir de persuasion important, y compris dans les sciences de la nature. Heinrich Standke, qui possède une longue expérience des organisations internationales, a insisté sur la connotation affective des langues. L'accent français est généralement sympathique aux Américains, tandis que l'accent allemand demeure plutôt négatif.

Jack Lang, ancien ministre français de la Culture, a indiqué dans son intervention en ouverture de la 2ème section, que la posture émotionnelle vis-à-vis de l'Europe est dépassée par les réalités politiques. Pour insuffler à l'Europe l'âme qui lui manque encore, il faut enfin construire une Europe des cultures. Il a plaidé ainsi pour une politique radicale en faveur du plurilinguisme, pour l'apprentissage de deux langues vivantes dès le plus jeune âge, pour des séjours scolaires de plusieurs mois à l'étranger, pour une multiplication des coopérations universitaires et une aide massive aux étudiants par des bourses de mobilité. Jack Lang s'est en outre prononcé pour la création d'une « fédération franco-allemande », au sein de laquelle l'ensemble des institutions culturelles et politiques des deux pays s'associerait pour renforcer la coopération.

2ème section : La question du plurilinguisme et des traductions : obstacle, gaspillage, plus-value intellectuelle ?, présidée par Albert Hamm (DFH/UFA, Sarrebruck)

Dans son exposé introductif, Gerhard Stickel (Institut für Deutsche Sprache / Institut pour la langue allemande, Mannheim) a tout d'abord expliqué la distinction linguistique entre multilinguisme et plurilinguisme. Alors que le multilinguisme désigne l'état de sociétés et de territoires où plusieurs langues sont parlées (la Suisse, la Belgique), le plurilinguisme définit la capacité individuelle à parler plusieurs langues. L'Union européenne peut être considérée comme un espace multilingue qui inscrit la protection de toutes les langues des Etats, en permettant aux représentants des différents Etats de s'exprimer dans leur langue maternelle au sein de ses institutions. C'est en toute conscience que les pères et mères de l'entente européenne ont renoncé à décréter une ou deux langues officielles (comme c'est par exemple le cas à l'ONU). Pour néanmoins rendre possible la communication entre les membres, l'Union européenne investit des moyens considérables dans l'interprétation et la traduction. Ce ne sont donc pas seulement les négociations orales qui font l'objet d'une traduction simultanée dans l'ensemble des autres langues, mais aussi tous les décrets, arrêtés, toute la production écrite qui sont traduits dans toutes les langues des pays membres. Il en résulte des combinaisons linguistiques extrêmement difficiles et particulièrement onéreuses (par exemple, portugais/finnois). Cette dépense est appelée à croître considérablement avec l'élargissement de l'Union. Elle constitue aujourd'hui 0,8 % du budget de l'Union (environ 500 mio d'euros). Le recours aux programmes automatiques de traduction, dont on se promettait dans les années 70 qu'ils seraient

un facteur de simplification et de diminution des coûts, s'est avéré peu réalisable. Ces possibilités automatisées ne constitueront sans doute jamais une option réaliste pour la traduction des communications spécialisées dans le domaine des sciences humaines et sociales. Au regard de la réalité multilingue de l'Europe, un abaissement des coûts ne serait possible qu'au prix d'une réduction à quelques langues principales, ce qui s'accorde mal avec le principe politique fondamental d'une mise à égalité et du maintien de l'héritage multiculturel spécifique à l'Europe. Un bilinguisme conséquent (par exemple l'anglais en plus pour tous les membres de l'Union) constitue bien une possibilité de réduire cette dépense de traduction, mais porte le risque d'un appauvrissement des différentes langues. On peut d'ailleurs observer d'ores et déjà ces tendances : des communautés de langue abandonnent leur langue au profit de l'anglais comme langue scientifique, réduisant les compétences de leur langue naturelle à la famille, au temps libre et au folklore (en allemand les trois F : *Familie, Freizeit, Folklore*).

Dans son allocution, Jean-Pierre Grossein (CNRS/EHESS, Marseille) a avancé la thèse selon laquelle les traductions génèrent un approfondissement de la compréhension. C'est le cas, dans le domaine des sciences humaines et sociales, pour la traduction d'ouvrages à l'intérieur d'une aire culturelle donnée, mais tout particulièrement aussi pour la traduction entre aires culturelles distinctes. La difficulté du transfert d'un concept judéo-chrétien ou occidental vers une autre aire culturelle nous confronte à un problème particulier : la traduction de mots seuls ne correspond pas au nouveau cadre de référence dans la langue-cible, ceci conduisant d'une part à des malentendus, mais amenant également à approfondir la propre vision des protagonistes dans la langue de départ. Le traducteur au sein de l'espace culturel européen est confronté à des problèmes similaires. L'exemple franco-allemand montre que l'altérité de l'allemand et son cadre de référence spirituel spécifique constitue un obstacle significatif à l'activité de traduction. Comme l'a montré Jean-Pierre Grossein, la traduction de textes allemands s'est inscrite après 1871 dans un climat d'hostilité. L'étude des auteurs allemands en sciences humaines et sociales s'est transformée en un effort intellectuel de revanche se fondant sur une connaissance approfondie de « l'ennemi ». Vers 1900, un premier débat sur les sciences humaines et sociales allemandes s'est engagé dans l'entourage de Durckheim et a donné lieu à la traduction de quelques ouvrages de Sombart, Tönnies et Schmoller. Mais on ne saurait parler d'une activité systématique de traduction. La traduction des principales œuvres allemandes en sciences sociales et sciences humaines se mit péniblement en marche. Ce n'est qu'en 1959 qu'est présentée pour la première fois la traduction française d'un ouvrage de Max Weber. Même les éminents représentants des sciences sociales en France qui, pour la plupart disposaient d'une bonne connaissance de l'allemand voire lisaient les œuvres de leurs collègues d'outre-Rhin dans le texte et leur ménageaient un accueil favorable, n'apparaissent nullement comme les initiateurs des traductions, et ne se sont pas efforcés de promouvoir des traductions de qualité. Comme l'a exposé Jean-Pierre Grossein, la traduction des textes fondamentaux en sciences sociales exige de reconstituer le cadre de référence intellectuel et culturel de l'œuvre originale, condition d'une reconstruction conforme des concepts fondamentaux. La traduction des mots n'intervient qu'en dernière instance. Les traducteurs de ces textes fondamentaux ne sont pas des germanistes, mais des spécialistes des disciplines concernées, qui saisissent le contexte scientifique et historique de l'œuvre. La signification professionnelle de certains concepts en allemand et en français complique considérablement la traduction, ainsi que l'a illustré Jean-Pierre Grossein à partir de certaines difficultés posées pour la traduction des textes de Weber. La traduction exige d'une part l'élaboration d'un texte lisible dans la langue-cible, mais aussi une re-création : elle doit dégager le caractère étranger, lorsque l'altérité des concepts se doit d'être mise en évidence, afin de rendre compréhensible dans la langue-cible le cadre de référence intellectuel de l'auteur. L'activité de traduction devient en ce sens une activité de recherche comparative permanente, et constitue finalement une branche de la recherche fondamentale en sciences humaines et sociales.

Les interventions suivantes ont porté sur la perception des éditeurs et des traducteurs, acteurs du transfert des idées. Eric Vigne (responsable de la Philosophie aux Editions Gallimard) a insisté sur la signification de l'éditeur en qualité de « commerçant d'idées ». Selon lui, la possibilité d'inscrire un auteur à traduire dans le contexte donné d'un débat français, semble être déterminante en France. Pour cela, la modification du titre peut permettre de faire allusion à un débat français (voir l'exemple d'Habermas); l'œuvre peut également s'intégrer spontanément dans un catalogue existant, voire dans le cadre d'un débat. Mais les débats franco-français peuvent aussi entraver l'échange des idées, le freiner, l'altérer. Ainsi, les discussions en Allemagne autour d'un « Sonderweg » se brisent lorsqu'elles sont lues au travers du paradigme de la « singularité française ». Et Eric Vigne de citer comme exemple d'une réception particulièrement tardive et hésitante le Cercle de Vienne, qui est compris et traduit aujourd'hui seulement par l'intermédiaire de Bachelard.

Bernd Stiegler (lecteur en sciences humaines pour les Editions Suhrkamp) a particulièrement insisté sur l'expérience de l'altérité qui ressort d'une œuvre traduite. L'aspect caractéristique de l'activité de traduction n'est pas tant l'intégration dans ce qui est déjà connu mais bien l'expérience de ce qui est étranger, même dans sa propre culture. En s'appuyant sur l'activité intensive et parfois exhaustive de traduction des œuvres des principaux représentants de la philosophie contemporaine française par les Editions Suhrkamp, Bernd Stiegler a montré comment peut être relu, sous un angle nouveau, la philosophie allemande, dans laquelle puisent de nombreux philosophes français contemporains. C'est ainsi qu'un dialogue singulier voit le jour, qui circule dans les deux sens par le truchement des traductions et par lequel un « Nietzsche venu de France » porte en Allemagne de nouveaux accents. Jadja Wolf (traductrice) a développé la question, suggérée par l'intitulé de la section, de la « rentabilité » de la traduction. La « plus-value intellectuelle » pour le traducteur mais aussi pour le lecteur court le risque d'être réduite à des arguments de rentabilité purement économiques. Hans-Joachim Meyer (Université Humboldt, Berlin) a mis en évidence la distinction entre la fonction de la Lingua franca, langue véhiculaire, et de la langue naturelle. En règle générale, une langue véhiculaire ne sert pas à formuler des concepts mais emprunte des types de textes et des stratégies rhétoriques. Au regard du rôle croissant des sciences dans la vie quotidienne, il a insisté sur la signification de la traduction des concepts scientifiques dans le discours social.

La discussion a principalement porté sur la question du contrôle de la qualité des traductions et de leur subventionnement. Bernd Stiegler a expliqué comment, chez Suhrkamp, une lecture intensive des traductions est censée en garantir la fiabilité par rapport au texte original ; Eric Vigne a de son côté mis davantage l'accent sur la confiance accordée à une sélection d'excellents traducteurs et au contrôle effectué par le CNL. L'ensemble des intervenants s'est accordé sur le fait que les subventions aux traductions représentent un facteur indispensable à une activité conséquente des maisons d'édition dans le domaine des sciences humaines et des sciences sociales, dont la rentabilité se révèle plutôt médiocre pour les éditeurs, quand elle n'est pas totalement nulle d'un point de vue économique.

3ème section : Unilinguisme ou plurilinguisme dans des projets et réseaux européens ?, présidée par Hinnerk Bruhns (CNRS/FMSH, Paris)

Alain Supiot (MSH Nantes) a placé au centre de sa réflexion la force normative de la langue, qui participe ainsi de manière essentielle à la liberté des hommes. Dès lors, la question de savoir si l'Union européenne doit se limiter à une seule langue pour les textes juridiques s'avère extrêmement importante, comme le montre l'exemple de la formulation des normes juridiques européennes. Dans le domaine juridique précisément, des concepts différents renvoient à des réalités et à des évolutions du droit divergentes. Une conceptualisation fondamentalement autre sépare ainsi la conception anglo-saxonne de « *common law* » de la pensée continentale qui, à ce jour, continue de se fonder sur le droit romain, et distingue ainsi entre droit et loi, *ius* et *lex*, *Recht* et *Gesetz*, alors que la langue anglaise ne dispose que du terme « *law* ». Se restreindre à une seule langue conduirait à de très importantes déformations, voire à un appauvrissement du droit. L'exposé d'Alain Supiot a ensuite porté sur l'introduction de normes par l'octroi d'une langue à l'exemple du colonialisme. Une des difficultés des anciens pays colonisés tient à l'héritage, avec la langue, de normes juridiques qui ne sont pas nées de la réalité historique de ces pays. Alain Supiot plaide donc pour que la formulation des normes juridiques dans l'Union européenne maintienne la pluralité des langues, mais de manière mesurée. Puisque, dans les différents pays d'Europe, le droit se réfère en substance à trois traditions (Grande-Bretagne, France, Allemagne), il semble envisageable d'appréhender dans les trois langues correspondantes les principaux problèmes juridiques qui se posent pour l'ensemble de l'Union européenne, puis de les traduire dans les autres langues des pays de l'Union.

Jürgen Kocka (Wissenschaftszentrum, Berlin) a rendu compte de la pratique des réseaux de recherche dont chacun applique des solutions différentes. Un groupe de travail international sur l'histoire de la bourgeoisie a ainsi choisi l'allemand comme langue de travail et, ce faisant, a adopté les définitions des concepts correspondants. Cet exemple illustre combien le choix de la langue n'est pas seulement un acte formel, mais influence les questionnements, et donc les résultats. Dans ce cas précis, le choix d'une seule langue de travail a permis d'approfondir la discussion, dans la mesure où la définition des concepts, et donc l'objet de recherche, s'est imposé pour tous. A contrario, l'activité au WZB exige fréquemment le recours à l'anglais comme langue de communication. Cette tendance à l'unilinguisme va de pair avec l'éviction de traditions fortes dans les sciences sociales, avec la contrainte à une pensée sélective, conséquence des catégorisations uniformisantes, ainsi qu'avec une invitation à taire les distinctions régionales et culturelles. A l'opposé, le passage à une langue commune, capable de dépasser les frontières, offre également des atouts de taille, comme une certaine sobriété, l'abandon des provincialismes

et l'invitation à des recherches comparatistes. Selon lui, l'attractivité de l'anglais s'explique par le modèle politique et scientifique anglo-saxon (force économique, démocratie, politique scientifique américaine). A ses yeux, le recours à la langue doit être considéré avec pragmatisme. Le choix de l'anglais dans de grands groupes de recherche ne constitue pas une perte mais un enrichissement qui, en partie, permet à la communication de s'établir, au-delà même du contexte européen. Mieux vaut communiquer en anglais que ne pas communiquer du tout. L'anglais n'évince pas les langues nationales, il les complète et se superpose à elles. Parallèlement, les locuteurs non natifs qui utilisent l'anglais pour communiquer dans le domaine des sciences, hybrident la langue anglaise, facteur à son tour d'élargissement et d'enrichissement. En conclusion de son propos, Jürgen Kocka a fait remarquer que de nombreux « petits pays » ont effectué un transfert conséquent du langage scientifique vers l'anglais (le néerlandais, le suédois, etc.) afin de prendre part à la discussion internationale et d'être reconnus, avec souvent des résultats tout à fait remarquables. Toutefois, le caractère universel de la science ne passe pas exclusivement par l'anglais, mais par l'aptitude la plus large et profonde possible au plurilinguisme.

Les interventions suivantes ont apporté quelques exemples variés de l'emploi des langues dans des contextes internationaux. Laurence Fontaine et Ingeborg Jostock ont rapporté quelques observations faites à l'Institut universitaire européen de Florence, respectivement du côté des enseignants (Laurence Fontaine) et des doctorants (Ingeborg Jostock). L'Institut universitaire européen de Florence accueille des doctorants venus de l'Europe entière, travaillant sur les sciences politiques, les sciences économiques, le droit et l'histoire. A l'exception de l'histoire où l'anglais et le français sont autorisés à titre de langue d'enseignement officielle, l'ensemble des disciplines se limite à l'anglais. Laurence Fontaine, enseignante en histoire, invite par principe les étudiants inscrits à ses séminaires à utiliser la langue de leur choix avec un résumé en anglais ou en français pour une meilleure compréhension. Un nouveau règlement de 2001 portant sur l'usage des langues au sein de l'Institut européen stipule la maîtrise de l'anglais et d'une autre langue, en dehors de la langue maternelle ; ce règlement a des conséquences négatives, en particulier pour le français. Au sein du corps enseignant, les professeurs sont issus de tous les pays de l'Union européenne, mais ont pour beaucoup enseigné dans des universités américaines ou anglaises, ce qui signifie un renforcement de l'anglais sur un plan linguistique et conceptuel. Comme l'a indiqué Ingeborg Jostock, les thèses présentées à l'Institut universitaire européen de Florence peuvent être remises en n'importe quelle langue de l'Union européenne. Dans la pratique cependant, l'anglais prédomine largement, bien que de manière inégale d'un département à l'autre. De même, le pays d'origine des doctorants joue un rôle. Les doctorants allemands, dans leur majorité (70 %), n'écrivent pas dans leur langue maternelle alors que les doctorants français rédigent à plus de 70 % leur thèse en français, ce qu'on peut interpréter comme une relation affective plus forte des Français à leur langue.

Patrick Fridenson (EHESS) a décrit l'expérience d'un réseau franco-allemand sur l'histoire sociale qui organise des rencontres à intervalles réguliers depuis deux décennies, sur des questions brûlantes d'histoire sociale. L'objectif du travail est de mettre en relation de jeunes chercheurs et des spécialistes dans leur domaine de compétence. La connaissance de la langue du partenaire ne constitue pas un critère déterminant, des résumés sont rédigés pour faciliter la compréhension. Ce réseau a donné lieu à un échange durable qui se reflète dans les co-tutelles, les publications et les acquisitions d'ouvrages des bibliothèques spécialisées.

Peter Fisch (Commission européenne) a rendu compte de la politique de promotion de la recherche de l'Union européenne dans le domaine des sciences humaines et sociales, qui a consacré depuis 1994 près de 50 millions d'euros à des projets de recherche européens. En moyenne, 10 partenaires participent à ces projets. Bien que les demandes puissent être présentées dans n'importe quelle langue de l'Union européenne, 97 % sont rédigées en anglais. Dans le même temps, il est de notoriété publique que la commission d'évaluation délibère en anglais et rédige ses rapports en anglais. Pour ce qui relève de la pratique quotidienne des partenaires autour d'un projet, on ne peut rien affirmer ; on suppose néanmoins qu'ils communiquent et publient dans leur langue respective.

Katja Mruck (Freie Universität/Université Libre, Berlin) a présenté un projet internet de recherche qualitative en sciences sociales qui propose gratuitement sur le web des contributions relatives à ce domaine. Par principe, toutes les contributions sont traduites en allemand, en anglais et en espagnol. Elles sont sélectionnées par un comité scientifique, ce qui constitue un facteur d'attractivité important de ce forum. Chaque utilisation étant signalée, il est possible d'obtenir des informations sur l'audience à l'échelle mondiale : certaines contributions ont été éditées en japonais et en chinois.

Hans-Jürgen Lüsebrink (Université de la Sarre) a attiré l'attention sur le fait que, en fonction des thématiques, d'autres langues européennes deviennent à leur tour langue de communication ; l'italien est maîtrisé, au moins de façon passive, par beaucoup d'historiens de l'art et constitue une langue de première ordre pour la conduite de projets, aux côtés d'autres langues, en fonction des dominantes des recherches. Selon Hans-Jürgen Lüsebrink, le multilinguisme du chercheur est un élément constitutif de sa démarche scientifique et de la constitution de son domaine d'étude dans l'interaction et l'échange avec d'autres scientifiques. Les compétences linguistiques influencent finalement fortement la sphère de référence du chercheur ou d'une communauté scientifique. Le plurilinguisme constitue ainsi un élément essentiel de l'innovation scientifique.

Plusieurs participants à la discussion ont critiqué la position de l'anglais, soupçonnant un appauvrissement des langues naturelles au profit d'un pidgin imprécis. D'autres, à leur tour, ont défendu un recours pragmatique à la langue anglaise, au sens donné par Jürgen Kocka, oeuvrant à une meilleure communication. Frank Baasner a évoqué la pratique des pays scandinaves et des Pays-Bas, où le niveau en anglais spécialisé des scientifiques est élevé, ce qui leur permet de se confronter à la concurrence internationale. Etudiants et scientifiques étrangers peuvent dans un premier temps prendre pied dans le pays avec l'anglais puis acquérir à long terme, grâce à un enseignement intensif, la langue du pays. D'importants moyens sont également proposés pour traduire la production scientifique de ces pays en anglais. Au total, on n'a pas encore pu vérifier si cette pratique conduit sur le long terme à une « émigration de la langue spécialisée » hors de la langue nationale.

Le postulat du plurilinguisme dans les sciences considéré comme une plus-value intellectuelle a été confirmé à plusieurs reprises au cours de ce congrès. Fritz Nies (Université de Dusseldorf), à l'initiative de la rencontre, a placé dès lors la table ronde finale sous le thème « que pouvons-nous faire pour cela ? Pourquoi ? Comment ? ». Il a notamment demandé aux représentants présents des grandes institutions de recherche d'élaborer de nouveaux projets bilatéraux de soutien au plurilinguisme et à la traduction dans les sciences, qui feraient figure de pionniers en matière européenne.

Konrad Ehlich (Université de Munich) a résumé ses propositions en quelques mots : 1. La prise en considération de chaque situation de communication (par exemple, l'enseignement en philologie dans les langues de référence). 2. La promotion du plurilinguisme comme compétence active et passive, afin de permettre la rencontre des cultures scientifiques. 3. Une meilleure présentation du potentiel des sciences en Europe. 4. La mise en œuvre d'instruments nouveaux, à l'instar d'un index des citations et des publications. 5. Le soutien à la traduction scientifique, l'incitation à publier dans d'autres langues scientifiques. 6. L'amélioration des bases en langue étrangère à l'école. 7. L'exploitation de ces bases pour un apprentissage différencié des langues scientifiques spécifiques. 8. Le soutien à une étude sur le potentiel des langues scientifiques. En conclusion, Konrad Ehlich s'est prononcé pour un programme d'ensemble visant à promouvoir les connaissances en langues chez les scientifiques dans l'Union européenne. Avec un engagement financier réduit, il serait possible de produire des effets importants. En guise de conclusion pour la 2ème section, Heinz Wismann (EHESS) a indiqué que toute connaissance scientifique, formulée dans des langages symboliques et artificiels, doit toujours faire l'objet d'une re-traduction dans la langue naturelle dans laquelle il faut vérifier le bien-fondé de la connaissance scientifique. Il exclut l'illusion d'une langue universelle, formalisée comme instrument valable de la communication savante et non soumise à un questionnement critique de ce type. Frank Baasner (Institut Franco-Allemand) a conclu son résumé de la section 3 sur les trois recommandations politiques suivantes : 1. Continuer d'entretenir l'échelon bilatéral franco-allemand, où des années d'investissement trouvent leur récompense dans des structures au fonctionnement fort satisfaisant. 2. Distinguer en Europe entre actions internes et actions tournées vers l'extérieur, pour lesquelles on se doit de figurer dans les canaux idoines avec un anglais satisfaisant. 3. A l'échelon politique supérieur en Europe, il est urgent de faire des langues, de la culture et de la recherche une tâche commune et non les repousser, comme c'est le cas jusqu'à présent, au rang des domaines complémentaires. Faire que la diversité demeure une force impose d'investir dans un programme d'infrastructure pour l'intelligence.

Ulrich Grothus (DAAD, Bonn) estime que la « vision apocalyptique » de l'américanisation des sciences en Europe n'est pas justifiée. Dans les sciences humaines et sociales, il est inexact que presque tous les boursiers ou projets de recherche ont recours à l'anglais. Des milliers d'étudiants ou de diplômés séjournent chaque année dans un pays européen (et rarement en Grande-Bretagne) et y apprennent les cultures et langues scientifiques respectives. Les filières anglophones (en Allemagne, elles sont à l'heure actuelle 250 sur 11 000) sont à ses yeux nécessaires, en particulier dans les troisièmes cycles d'études, afin de figurer sur le marché international

de l'éducation. Cela ne signifie pas que l'anglais va devenir dans un avenir prévisible la langue d'enseignement en Allemagne. Le programme de traduction franco-allemand soutenu par l'Institut Goethe et le DAAD, exemplaire selon Ulrich Grothus, mériterait d'être étendu à d'autres combinaisons linguistiques qui en ont encore plus besoin.

Wolfgang Bader (Institut Goethe, München) a souhaité ne pas se concentrer sur l'analyse des déficits mais sur de nouveaux projets ; à cet égard, il importe de contrôler l'efficacité des instruments actuels. Le consensus épistémologique sur la signification du plurilinguisme ne sert à rien s'il ne peut être popularisé et s'il n'entre pas dans le choix de langues opéré par les élèves. Wolfgang Bader a par ailleurs demandé une analyse des forces et faiblesses de la fonction de l'anglais comme langue de communication, qu'il conviendrait de présenter sous une forme accessible au plus grand nombre. Le choix des langues à l'école pourrait donner lieu à des expérimentations plus osées. Le programme de traduction conduit dans son institut (financement global : 600 000 €) privilégie les traductions vers le français (coopération avec la MSH). La mise en œuvre de l'« Interréseau » avec les Instituts français en Allemagne devrait permettre de financer à l'avenir des projets communs.

L'intervention de Bernard Borgino (Centre National du Livre, Paris) a porté sur la politique que son institution, placée sous la tutelle du ministère de la Culture, accorde aux traductions, quel qu'en soit le sens (du français vers différentes langues, et inversement), contrairement à l'Institut Goethe. De ce fait, les coûts de traduction ne constituent plus un obstacle pour les éditeurs. C'est l'espagnol, et non l'anglais, que la demande des éditeurs étrangers porte en première place. Les financements s'adressent non seulement aux titres contemporains, mais aussi à des œuvres du passé jugées importantes.

En réponse aux questions introductives posées par Fritz Nies, Alain Peyraube (Ministère de la recherche, Paris) a présenté trois programmes dont chacun peut prendre une dimension spécifiquement franco-allemande. Premièrement, l'option de la traduction par ordinateur est poursuivie, en intégrant les progrès technologiques. Deuxièmement, l'important projet « Traduire, interpréter, transmettre », qui suit l'idée-force d'interdisciplinarité en sciences humaines et sociales, est doté d'une enveloppe de plus de 4 millions d'euros. Alain Peyraube en a appelé à la coopération avec la DFG, annonçant pour sa part que son ministère se déclare prêt à proposer un budget spécifique pour les traductions franco-allemandes. Troisièmement, il s'est prononcé pour la constitution d'un indice européen des citations en sciences sociales et sciences humaines, qui prendrait en compte les principales revues scientifiques européennes et écarterait la primauté de l'index *Arts and Humanities Citation Index* (Philadelphie). Le soutien allemand est nécessaire pour créer un tel indicateur scientifique européen, de toute première importance pour la renommée internationale de la recherche européenne.

Erika Mursa (pour l'ouverture de la rencontre, la section 1 et la table ronde finale)
Nicole Reinhardt (pour les sections 2 et 3)
Marie-Hélène Pautrat (traduction)